Les politiques actives de l'emploi ont-elles un impact sur le chômage des jeunes, au Danemark?

Researchers:

Jonas Maibom

Michael Rosholm

Michael Svarer

Sector(s): Marché du Travail, Protection Sociale

Location: Danemark

Sample: 3380 demandeurs d'emploi dans 14 centres pour l'emploi

Target group: Job seekers Youth

Outcome of interest: Earnings and income Employment Enrollment and attendance Take-up of program/social service/healthy behavior

Intervention type: Apprenticeships and on-the-job training Job counseling Training Subsidies Employment

AEA RCT registration number: AEARCTR-0001475

Partner organization(s): Denmark, Ministry of Employment

Suite à la crise financière de 2007 et à la hausse du chômage des jeunes qui en a résulté, le gouvernement danois a décidé de renforcer les programmes visant à aider les jeunes à trouver un emploi. Ces programmes, également connus sous le nom de programmes actifs du marché du travail (PAMT), incluent généralement des services d'accompagnement à la recherche d'emploi, des formations et des aides à l'emploi. Des chercheurs ont réalisé une évaluation aléatoire pour mesurer l'impact de ce renforcement des PAMT sur l'emploi des jeunes et leur niveau d'études. Ils ont constaté qu'augmenter la fréquence des rendez-vous avec un conseiller avait fait baisser le taux d'emploi chez les jeunes non diplômés et n'avait eu aucun impact sur les jeunes plus diplômés.

Policy issue

Plusieurs pays européens ont mis en place des programmes actifs du marché du travail (PAMT) pour lutter contre le chômage des jeunes. Ces programmes ont pour objectif d'aider les demandeurs d'emploi à trouver du travail en leur proposant des services d'accompagnement à la recherche d'emploi, des emplois aidés, des formations, des stages professionnels ou un complément d'études.

Les résultats de la recherche sur l'efficacité de ces PAMT chez les jeunes sont mitigés. D'un côté, les demandeurs d'emploi sont parfois réticents à participer aux PAMT parce qu'ils les jugent stigmatisants et chronophages. De ce fait, il arrive qu'ils intensifient leurs démarches de recherche d'emploi afin d'éviter d'être orientés vers le programme en question. S'ils participent malgré tout au programme, ils peuvent acquérir des compétences utiles en matière de recherche d'emploi et se voir proposer des postes vacants. En revanche, si ces programmes ne parviennent pas à mettre efficacement en relation les postes vacants et les demandeurs d'emploi, ou à fournir à ces derniers les compétences nécessaires, ils risquent de ne faire que repousser le temps

consacré à la recherche d'un emploi, et donc de prolonger les périodes de chômage. Renforcer les programmes existants et mettre davantage l'accent sur l'éducation des jeunes non diplômés peut-il contribuer à améliorer la situation professionnelle et le niveau d'études de ces derniers ?

Context of the evaluation

Le gouvernement danois exige que les jeunes en recherche d'emploi participent à des programmes actifs du marché du travail. Ces programmes prennent la forme de rendez-vous réguliers avec des conseillers, de formations, de stages professionnels, d'emplois aidés et de services d'accompagnement à la recherche d'emploi. Suite à la crise financière de 2007 et à la hausse du chômage des jeunes qui en a résulté, le gouvernement danois a décidé de renforcer ces programmes afin d'aider les jeunes ayant terminé un cursus général ou professionnel au lycée à trouver un emploi, et d'encourager les moins diplômés à s'inscrire dans une filière de l'enseignement professionnel.



A woman works at her laptop.

Photo credit: Shutterstock.com

Details of the intervention

Des chercheurs ont réalisé une évaluation aléatoire pour mesurer l'impact de cette intensification des PAMT sur l'emploi des jeunes et leur niveau d'études. Le programme de 32 semaines était destiné aux demandeurs d'emploi de moins de 30 ans qui

étaient déjà ou qui se sont retrouvés au chômage au cours de la période allant de novembre 2009 à février 2010.

Sur les 3380 participants, les chercheurs ont assigné aléatoirement 1683 demandeurs d'emploi au groupe de traitement et 1697 au groupe témoin. La nature exacte des services proposés aux membres du groupe de traitement dépendait du bilan initial effectué par les conseillers, qui déterminait si les participants avaient un niveau d'études suffisant pour pouvoir prétendre à un emploi ou s'ils avaient besoin d'un diplôme supplémentaire :

- *Demandeurs d'emploi les moins diplômés du groupe de traitement* : Ces participants bénéficiaient de rendez-vous hebdomadaires avec un conseiller, en présentiel ou par téléphone, pendant toute la durée du programme. Au cours de ces entretiens, le conseiller leur donnait des conseils pour les aider dans leur recherche d'emploi. Si nécessaire, les participants étaient également encouragés à suivre une formation préparatoire pour adultes. Par la suite, soit ils faisaient un stage professionnel, soit ils prenaient un emploi dont le salaire était subventionné par l'État, soit ils s'inscrivaient à des séances supplémentaires d'accompagnement et de formation. Les centres pour l'emploi attribuaient en outre à chaque demandeur d'emploi un mentor chargé de l'encourager et de l'aider à améliorer sa recherche d'emploi.
- *Demandeurs d'emploi les plus diplômés du groupe de traitement :* Ces demandeurs d'emploi voyaient un conseiller toutes les deux semaines pendant 14 semaines. Ils s'inscrivaient ensuite à un stage ou à un emploi subventionné par l'État jusqu'à la fin du programme.

Les demandeurs d'emploi du groupe témoin bénéficiaient des services classiques proposés par les centres pour l'emploi, à savoir les mêmes programmes que ceux du groupe de traitement, à l'exception du mentorat. Les services proposés étaient de plus courte durée (entre 10 et 15 semaines) et les demandeurs d'emploi voyaient moins souvent leur conseiller (tous les trois mois).

Les chercheurs ont utilisé des données administratives pour suivre les participants pendant près de trois ans.

Results and policy lessons

Le programme renforcé a fait baisser le taux d'emploi chez les jeunes sans diplôme, et n'a eu aucun impact sur les jeunes plus diplômés. En outre, le nombre de jours pendant lesquels les jeunes ont touché des indemnités de maladie était plus élevé dans le groupe de traitement.

Respect de la conception du programme : Le programme n'a pas été mis en œuvre comme prévu et, dans la pratique, la seule différence entre les deux groupes expérimentaux a été la fréquence des rendez-vous avec un conseiller, les membres du groupe de traitement ayant vu les leurs plus souvent. Le taux de participation à des stages, à des emplois aidés, à des séances d'accompagnement et à des formations a été similaire dans les deux groupes. En outre, les demandeurs d'emploi du groupe de traitement ne se sont pas systématiquement vu attribuer un mentor. En d'autres termes, l'évaluation a mesuré les effets marginaux de l'augmentation de la fréquence des rendez-vous avec un conseiller.

Impact sur l'emploi : L'augmentation de la fréquence des rendez-vous avec les conseillers a eu un impact négatif sur l'emploi des jeunes sans diplôme. En effet, au bout de 150 semaines (près de trois ans), les demandeurs d'emploi non diplômés du groupe de traitement avaient passé environ trois semaines de moins en situation d'emploi. Ces résultats suggèrent qu'il y a eu un effet de « verrouillage » pour ces jeunes sans diplôme, en ce sens que le temps qu'ils ont passé dans le programme n'a fait que repousser à plus tard le temps consacré à un activité professionnelle ou à la recherche d'un emploi.
Le programme n'a eu aucun effet sur l'emploi des participants les plus diplômés.

Impact sur l'éducation : Le programme n'a pas eu d'effet significatif sur le temps passé par les demandeurs d'emploi, diplômés ou non, dans une filière d'enseignement professionnel ou technique.

Les chercheurs suggèrent que si le programme a eu peu d'effet, c'est parce que la seule différence entre le groupe de traitement et le groupe témoin résidait dans la fréquence des rendez-vous. De plus, les participants étaient au chômage depuis longtemps, facteur dont il a été démontré qu'il réduit l'efficacité des rendez-vous avec les conseillers. L'évaluation a en outre été réalisée à un moment où le taux de chômage était en hausse et la création d'emplois limitée.

Maibom, Jonas, Michael Roshlm, and Michael Svarer